

L'explosion des migrations



Migrants arrivant à Malaga en septembre 2018. | JORGE GUERRERO / AFP

L'Europe, la France, sont confrontées à la menace d'une double explosion. Face à la première, l'explosion environnementale, l'opinion publique, alertée depuis 2002 par le fameux « La maison brûle et nous regardons ailleurs » de Jacques Chirac, sait ce qu'il convient de faire.

Il ne manque que la capacité politique à mettre en place les réformes. En revanche, on ne perçoit ni la dimension ni les enjeux de l'autre menace explosive, celle des migrations.

Les migrations actuelles sont traitées comme un flux à ralentir ou à stopper pour certains ; pour d'autres, il faut accepter au nom de la Déclaration des droits de l'Homme (art.13) que «*Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays*». Au cours des cinq dernières années, en Europe, quelques millions de rescapés sont déjà arrivés d'Afrique au péril de leur vie.

La France, qui n'est ni en première ligne ni la destination la plus désirée, entend renvoyer chez eux tous ceux qui ne viennent pas d'un État réputé dangereux ou qui n'y ont pas de raisons politiques de craindre pour leur vie. C'est-à-dire qu'elle veut interdire la « migration économique », ce pour quoi la France pousse l'Europe à établir des barrières en Afrique même, en Tunisie, au Niger...

Le diktat de l'OMC

Mais c'est la raison économique qui pousse à l'exode. En Afrique, du nord au sud, ils sont des centaines de millions à ne pouvoir vivre dignement chez eux. Des dizaines de millions envisagent déjà de venir en Europe, en France, sans renier leur pays, leur culture d'origine. Espérant revenir un jour. Ils sont prêts à tout pour faire le voyage, à jouer leur vie en traversant le désert, la mer, les montagnes. Nous n'avons encore fait face qu'à une petite vague.

Quelles sont les raisons qui poussent les Africains à un exode massif vers l'Europe ? La raison immédiate est celle des inégalités économiques toujours plus grandes entre une Afrique à la croissance démographique forte et une Europe à la population déclinante. Tout cela a été documenté, année après année, par nombre de rapports comme ceux de l'Oxfam (organisation internationale de développement).

Inégalités aussi à l'intérieur des pays africains. Le rapport de la Banque africaine de développement, de 2017, a montré que 500 millions d'Africains vivent avec moins de 2 dollars par jour et 150 millions avec 2 à 4 dollars. Et un Africain sur cinq est en sous-nutrition.

Dans un monde de rivalité économique à tout prix, où la France, comme les autres pays riches, se bat avec difficulté pour retrouver un peu plus de compétitivité et se maintenir à flot, comment l'Afrique peut-elle sortir sa population de ce « sous-développement » ? La communauté internationale, par la voix de l'Américain Truman en 1949, puis par l'Onu en 1960, s'était embarquée dans un programme d'aide et d'assistance pour le « développement ».

La France, décolonisatrice, a promu la coopération, l'a introduite au niveau européen dans les accords de Lomé. Mais l'aide au développement est restée en dessous des promesses et bien insuffisante. Cinquante ans plus tard, l'Afrique était encore à la traîne.

Et, depuis, la coopération a été bradée face au diktat néolibéral de l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce). L'Europe a forcé les pays africains à accepter les accords de partenariat économique (APE) de libre-échange qui vont fragiliser leurs faibles économies et renforcer l'exode migratoire. Son explosion ne peut être enrayée qu'en substituant aux APE une forte politique de coopération à la transformation économique de l'Afrique.

Marc HUMBERT, professeur émérite d'économie à l'université de Rennes

Publié le 27/09/2018 à 08h11 <https://www.ouest-france.fr/reflexion/point-de-vue/point-de-vue-l-explosion-des-migrations-5988880>

Journal Ouest France du mercredi 27 mars 2018.